

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

44, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

442, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-63

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

SI NOUS VOULIONS... NOS VACHES mangent des Choux

Hé oui ! ne nous le dissimulons pas, voici l'ère des privations. Si ce n'est plus le temps des cerises, c'est le temps des carottes. Chaque Français, d'un cœur léger, fera volontiers un cran de plus à la semaine. Cependant, pour mon propre compte, je ne serais pas fâché de faire autrement. Sans avoir rien de commun avec les Sybarites de la légende, je n'ai pas davantage de ressemblance avec des aspiètes ou des anachorètes. Ce qui me console, c'est que nombre de mes contemporains me ressemblent.

Avez-vous songé à ceux à qui la guerre, l'ignoble guerre, loin de donner des ressources, les supprime ?... Avez-vous songé à cette multitude d'employés dont les salaires ne dépassent pas cent sous par jour, à cette foule de pauvres femmes travaillant à domicile et gagnant vingt francs par semaine ? Elles n'ajoutent pas toujours, à cette somme dérisoire, le produit de l'allocation. Elles en sont réduites à la portion la plus incongrue — c'est le mot qui convient, je crois. Elles ne se souviennent plus du pol-au-feu d'autrefois, et l'odeur qui emplit les paliers, seule, leur en révèle la saveur désolante. Combien, si l'on donnait des cartes de viande, ne seraient pas à même de les utiliser ?... J'ai pour voisine une petite rentière.

Son argent, présentement, ne lui rapporte plus rien — à presque. Elle part de bonne heure et revient tard ; elle s'en va vers une œuvre quelconque, où on l'occupe à monter des hochets. Elle gagne vingt sous et n'est pas favorisée par le moratorium. Il faut la voir trotter d'un pas menu, vers l'atelier, les mains cachées sous la mantille. Elle était exsangue naguère. A présent, la voici diaphane. Il n'y a pas à le nier, la guerre la tuera...

La pauvre femme est discrète, se confie peu, néglige pas son infirmité. A quel bon ?... La réquisition n'est-elle pas, aux jours actuels, la plus mirabolante de toutes les vertus ? Elle me disait cependant :

« Est-ce que les choux devraient être telles qu'elles sont ? Est-ce qu'à Paris, des milliers de personnes devraient tuer l'existence que je mène ?... Tous, toutes, nous ne sommes pas déracinés au point que nous n'ayons plus d'achats au village. Les denrées que nous ne pouvons acheter, on pourrait nous les envoyer. Nous aurions un sac de pommes de terre dans un coin de notre cuisine. Mais c'est un rêve auquel il convient de renoncer. J'ai tenté, l'an dernier, de le réaliser... la déception que j'ai éprouvée a été assez grande pour que je n'aie nulle envie de recommencer l'expérience : mes parents m'avaient expédié un sac de ces pommes de terre indispensables ; j'ai attendu quinze jours pour les recevoir ; j'ai payé dix francs de frais de transport ; la marchandise a été tellement malmenée qu'elle a pourri, est devenue presque inutilisable. C'est dommage, parce que, si on pouvait recevoir des denrées alimentaires de son pays, à Paris, personnellement, on n'aurait à craindre la disette. »

La bonne vieille avait raison. Elle aura, demain, plus raison que jamais. Mais les transports sont lents, sont coûteux. Et, comme les Compagnies subissent des déficits annuels qui se chiffrent par centaines de millions, il va falloir relever les tarifs. Le relèvement des tarifs, c'est encore une fois l'élévation du prix de la vie. Mais il faut y passer. La progression est continue. Nous ne sommes pas au bout. Arrêtons-nous de courir.

Alors, je me suis rappelé certaines impressions du temps de paix : le Langue doc entonnant ses choux-leurs pour en faire de l'engrais ; le Var faisant brouler aux brebis ses laitues ; la Corse nourissant ses cochons avec des pêches délicieuses ; j'ai revu la petite gare de Padulella, non loin de Bastia, encombrée de fruits les plus variés qui, par montagnes, couvraient les quais. Les muletiers, attelés aux carrioles, en amenaient toujours ; les conducteurs avaient le poir de quelque wagon qui emportait ces produits du sol à destination du port d'embarquement. Les sonnaillerie retentissaient, accentuant leurs lents roulements dans la fièvre du travail quotidien. C'était en vain. Les wagons n'arrivaient jamais... et les fruits pourrissaient en tas, riches perdus, quant de tables, dans les cités peuplées, eussent accueillies, pour la grande joie des convives familiaux.

« Je me suis dit :

« Pauvre petite gare de Padulella que deviens-tu en temps de guerre ?... Combien, aujourd'hui, la couleur d'acier devrait être haussée !... »

Je me suis consolé à moitié en pensant que les fruits, désormais, se gâtent sur les arbres. Et j'en étais à ces réflexions, lorsque le facteur m'apporta une lettre de ma mère. Je l'ouvris et j'y lus :

« Nous venons de terminer la récolte des pommes de terre ; les sagliers émigrés des Ardennes et des Vosges, avaient ravagé le champ au lendemain de l'ensemencement. Cependant nous en avons récolté deux cents dou-

bles-décailles. C'est beaucoup plus qu'il ne nous en faut. Les choux, dans le jardin, sont magnifiques. Nous ne pourrions pas tous les utiliser. En veux-tu pour ton ménage ? Sinon, nous en ferons manger une bonne partie, cet hiver, à la vache ! »

« Si j'en veux !... Cela ne se demande pas. Mais, j'y pense : est-ce que mes légumes arriveront en aussi mauvais état que ceux dont m'a parlé le voisin ?... En ce cas, ils seraient encore plus onéreux que ceux que j'achète ! Alors, à quoi bon ? Mieux vaut payer cher ceux que je trouve à Paris chez mon épicière, lequel s'approvisionne aux Halles, près des cultivateurs de la banlieue. Et, prenant ma plus belle plume, j'ai répondu :

« Je la regrette beaucoup, mais donne à manger les beaux choux à la vache, puisqu'il est, pour ainsi dire, impossible de faire autrement ! »

« A quoi donc nous servirait la richesse de notre pays, la productivité de notre sol, la variété des fruits de la terre ?... Nous ne pouvons facilement, économiquement surtout, les transporter d'un point à un autre. Nous n'avons pas de wagons. Personne ne s'occupe d'en fabriquer ; personne ne se soucie d'employer rationnellement ceux qui existent, et que l'on ignore ou que l'on feint d'ignorer.

C'est ainsi qu'on me signale, non loin de Paris, plus de cinq mille wagons de voyageurs anciens modèles, avec des bas-flancs faciles à démonter. Ces wagons sont au repos. On ne les utilise plus. Avec quelques coups de hache et quelques coups de scie, on en ferait des fourgons. Ce serait toujours 5.000 wagons de trouvés. Mais non : les décisions sont longues à prendre et, généralement, on ignore qui peut, ou qui doit, les prendre.

Voilà pourquoi la France, qui est assez fertile et assez riche pour nourrir cent millions d'habitants, même en temps de guerre, verra ses cités rayonnantes et les plus humbles de ses vallées en proie à la disette, dont le profil se dessine à l'horizon.

Hector DEFRANCE.

Communiqués

240^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

18 novembre, 15 heures.

Au sud de la Somme, un fort détachement ennemi, qui tentait d'aborder une de nos tranchées du secteur de Bliaches, a été aisément repoussé à la grenade.

Partout ailleurs, nuit calme. Les mauvais temps a gêné les opérations sur l'ensemble du front.

Dans la journée du 16, un de nos équipages, composé de sous-officiers et de soldats, et du maréchal des logis mitrailleur Vitalis, a abattu sur le front de la Somme un avion allemand. C'est le cinquième appareil abattu jusqu'à ce jour par ces deux aviateurs.

Dans la journée du 17, six avions allemands ont été abattus par nos pilotes. L'un de ces appareils est tombé en flammes vers Hall, un autre détruit par l'adjudant Tarascou, qui remportait ainsi sa huitième victoire, est tombé près de Manancourt, région de la Somme.

Deux avions allemands ont été descendus en combat aérien au nord de Forquessourt. Au sud-ouest de Vouziers, après un combat mouvementé, un de nos pilotes a maîtrisé de très près un avion allemand. L'appareil, dont une aile s'est détachée, s'est écrasé sur le sol, dans la région de Marvaux.

Enfin, un sixième avion ennemi, abattu par un de nos avions, est tombé en flammes dans la région de Viville-en-Haye.

Communiqué d'Orient

Sur la rive gauche de la Strouma, les Anglais ont repoussé une violente contre-attaque bulgare, dirigée sur Barakli.

A l'est de la Germa, les Serbes ont enlevé six tranchées ennemies sur une profondeur de 850 mètres environ.

Dans la boucle de la rivière, la lutte se poursuit à notre avantage. Le hauteur 4212 (sud-ouest d'Iven) a été prise d'assaut par les Serbes, malgré la résistance des garnisons bulgares, qui ont subi des pertes sanglantes en lançant plusieurs contre-attaques infructueuses sur cette position.

Dans la plaine de Monastir, en dépit de l'abandon qui gêne considérablement les mouvements de nos troupes, nous avons réussi des progrès vers Monastir et nous sommes parvenus aux abords de Kanina.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Nous avons gagné du terrain au nord-est de Beaumont-Hamel, ainsi qu'au nord de Beaumont, Beaumont-Hamel et Hébuterne, où s'est violemment bombardé par l'ennemi.

Cette nuit, au nord d'Ypres, un raid heureux sur une redoute ennemie, a ramené 20 prisonniers et une mitrailleuse.

COMMUNIQUE SERBE

Hier, combats violents favorables pour nous, malgré le brouillard et la tempête de neige.

Les tentatives ennemies de contre-attaques ont échoué complètement. Nous avons eu 230 nouveaux prisonniers.

Depuis le 1^{er} novembre, le total des prisonniers capturés par nous s'élève à 3.900 et 1.000 Allemands.

Le nombre exact des canons pris par les troupes serbes, dans la même période, est de 8 canons lourds et de 48 canons de campagne.

Le total des canons pris par les Serbes depuis le 14 septembre est de 71 pièces.

LA GUERRE

La Pologne et l'Europe

Il est — nos lecteurs ne l'ignorent pas — particulièrement difficile de traiter la question polonaise.

Il est surtout presque impossible d'écrire ce qui :

Les journaux les plus graves et les plus sérieux, le *Temps* et le *Journal des Débats*, par exemple, sont exceptionnellement blanchis dès qu'il s'agit d'aborder l'étude de ce problème délicat.

Ici même, nous nous sommes abstenus de commenter les déclarations faites au nom du Tsar par M. Sturmer, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Russie et nous avons cru préférable de reproduire simplement le passage essentiel du télégramme de MM. Asquith et Briand.

Lorsqu'ils parlent « des espérances séculaires des Polonais », les chefs d'Etat d'Angleterre et de France n'ignorent pas la valeur de ces termes. La liberté ne se marchande pas ; vouloir la distribuer aux peuples au compte-goutte, c'est risquer les plus graves mécomptes.

Aussi bien, tout le monde le comprend, en France, comme tout le monde sait que pas un Polonais, même le plus rusé, ne voudrait prendre les armes contre l'Angleterre ou la France.

Ce matin, dans l'*Humanité* — et cette citation m'épargnera sans doute les rigueurs du Bureau de la Presse — M. Dorange écrit fort justement :

« J'aurais pu ne pas faire marcher des Polonais — autrement que par la force — contre la France ou contre l'Angleterre. En faisant du sort de la Pologne une question intérieure, exclusivement russe, au lieu d'en faire un but de guerre de l'Entente, on les a déçus envers les puissances démocratiques. »

« C'est là que fut l'erreur... »

« Seule une décision collective et rationnelle des Alliés pourrait la réparer... »

On ne saurait mieux dire, et ceci reflète trop exactement ce que nous avons écrit sur la question polonaise pour que nous ne le repressions pas à notre compte. Mais il faut encore louer notre confrère d'avoir osé et pu écrire que rien ne sert autant la propagande allemande en

Pologne que certains articles publiés à Paris.

Nous ajouterons que les blancs dont la Censure émaille d'autres journaux, n'y contribuent pas moins.

L'indépendance totale de la Pologne est nécessaire à l'équilibre européen. Il serait sage de créer, à l'est de l'Allemagne, un foyer de libéralisme, dont l'influence pourrait partiellement contrebalancer l'action détestable des foyers prussiens.

Nous savons bien que les gouvernants des puissances libérales eux-mêmes n'ignorent rien de ce qu'il faudrait faire. On attend quelque chose ; on ne me permettra pas de dire quoi, et le *Journal des Débats* n'a pu imprimer hier, sous un blanc impressionnant, que ces trois lignes : « Dans l'intérêt commun des Alliés, elle serait particulièrement bien venue aujourd'hui... »

Le *Temps* est, heureusement, plus de chance. Nous lui devons de pouvoir conclure aujourd'hui :

« Or, le problème polonais, écrit-il, a l'éminent privilège de concilier les exigences du droit et les exigences du fait. La Pologne reconstruite, c'est la Prusse amoindrie et affaiblie, la fin de la domination bismarckienne, la formation de l'Allemagne sur des bases nouvelles, le gage de la paix et de l'équilibre en Europe, la condition de toute sécurité internationale. Mais c'est aussi le plus grand crime de l'histoire effacé et réparé, la vie rendue à une noble nation, la vérité juridique et nationale proclamée à la face du monde. »

Il nous paraît indispensable que les gouvernements alliés fassent connaître par un acte commun qu'ils conçoivent dans leur ensemble cette situation et les devoirs qui en résultent pour eux sur le double terrain du droit et de l'intérêt.

Nous souscrivons d'autant plus volontiers à ces conclusions que cet « acte commun » que nous réclamons, ce pourrait être précisément ce que le Parti socialiste a défini d'un autre mot : « La publication des buts de guerre de l'Entente... »

Jean GOLDSKY.

« La France peut dire à ses Alliés : « Si vous ne nous permettez pas de récupérer sur nos formations du front, un certain nombre d'hommes qui nous sont nécessaires pour le travail de l'intérieur, vous nous condamnez à une décadence économique, qui risque de ne pas nous permettre de supporter plus longtemps le fardeau de la lutte. Dans l'intérêt de la victoire commune, permettez-nous de vivre, de travailler. » (Journal Officiel, p. 3.439).

On discutait, hier, à la Chambre, sur la question des permissions agricoles. A ce propos, élargissant le débat, M. Fernand David a carrément posé le problème des nécessités de la vie du pays.

Ce qu'il a dit, c'est ce que nous nous efforçons de dire ici-même depuis des mois.

Nous proposons de ce que le Journal Officiel a publié avant nous le texte que l'on a pu lire, pour revenir sur une question qui nous est chère, et dans laquelle nous sommes en parfaite communion d'idées avec le député de la Haute-Savoie.

Voici les principaux passages du discours prononcé par M. Fernand David, tels que nous les découpons dans l'Officiel :

M. Fernand David. — La conception de la guerre purement militaire pouvait se soutenir en présence d'une configuration courte et rapide. Il est évident que la résistance du pays tiendra autant à l'augmentation du nombre des hommes aux armes qu'au maintien de la puissance économique à l'intérieur. (Applaudissements.)

Si cette conception est la véritable — et nous croyons qu'elle l'est — nous nous tournons du côté de cette organisation économique du pays.

Nous constatons que la production agricole depuis la guerre est sans cesse décroissante, que, si l'année 1916 a été mauvaise, l'année 1917 s'annonce comme pouvant être plus mauvaise encore.

Bien que nous puissions espérer légitimement qu'à la fin de l'année 1917, nous verrons la fin victorieuse de la guerre, nous avons tout de même la certitude que les hommes retour du front ne pourront pas, à la fin de 1917, préparer les récoltes de 1918, et l'année 1918 risque d'être, plus mauvaise encore.

Si ces constatations sont indiscutables — et je pense qu'elles le sont — ne devons-nous pas rechercher les moyens de parer à une situation qu'on n'a plus à nous révéler — elle est évidente — et ces moyens ne devons-nous pas les chercher dans d'autres procédés que les expédients annuels on a jusqu'à présent, en recours, et dont l'insuffisance est démontrée ? (Applaudissements.)

M. François Fourrier. — Il faut une organisation méthodique.

M. Jurg. — Il y a quinze mois que nous signalons cette situation.

M. Fernand David. — Ce que nous voulons, c'est, comme on vient de le dire, une

de entier est en admiration, peut-être à ses alliés : « Si vous ne nous permettez pas de récupérer sur nos formations du front un certain nombre d'hommes qui nous sont nécessaires pour le travail de l'intérieur, vous nous condamnez à une décadence économique qui risque de ne pas nous permettre de supporter plus longtemps le fardeau de la lutte. Dans l'intérêt de la victoire commune, permettez-nous de vivre, de travailler. » (Applaudissements.)

Toutes ces indications que je tenais à donner. Je les donne en toute amitié pour le gouvernement qui a ma confiance personnelle et qui n'est pas en cause dans cette question qui domine de beaucoup la question de gouvernement. Nous n'avons qu'un désir : le salut victorieux de notre pays.

Nous voudrions que la guerre se termine par une victoire triomphale et qu'après la guerre, ceux qui reviendront des tranchées trouvent un foyer hospitalier, reconfortant, où l'on puisse penser leurs blessures et leur donner la récompense qu'ils ont méritée par leur courage. C'est à cette œuvre que nous convions le Gouvernement et le suis convaincu qu'il répondra à notre appel. (Vifs applaudissements.)

Hier, dès la sortie du Bonnet Rouge, de nombreux amis nous ont téléphoné, ou sont venus nous voir pour nous demander des nouvelles de M. Miguel Almereyda. Notre courrier de ce matin contient de nombreuses lettres témoignages de la même sollicitude.

Nous tenons à remercier particulièrement nos amis, tant en notre nom qu'en celui de notre Directeur.

Qu'ils se rassurent, d'ailleurs, l'état de M. Miguel Almereyda ne semble pas alarmant, bien qu'un traitement sévère soit indispensable, et nous espérons que nos lecteurs pourront bientôt retrouver, dans ce journal, ses articles dont ils attendent la vigueur en même temps que l'élégance couticié.

Conseil des ministres

Le conseil des ministres, réuni ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, s'est entretenu de la situation militaire et diplomatique.

Le Travail Parlementaire

La Commission de l'armée ayant chargé son président, le général Pédoya, de demander l'inscription à l'ordre du jour de la Chambre de la proposition de loi tendant à une meilleure utilisation des hommes mobilisés, proposition dont notre ami M. Barabant est le rapporteur, la conférence des Présidents s'y rallie.

Les Curés sac au dos !

La Commission de l'armée a considéré qu'il n'y avait aucune raison valable pour retarder le débat et elle a maintenu sa décision précédente.

La proposition reste donc à l'ordre du jour.

D'autre part, M. Accombay représentait sa proposition concernant la situation des parlementaires en temps de guerre, proposition qui a pour objet de maintenir les représentants du peuple à leurs travaux parlementaires.

La Classe 18

Mardi prochain viendra en discussion le projet de loi portant recensement et révision de la classe 1918. Le débat ne comportera que deux ordres du jour.

Il est possible que la question des effectifs soit abordée. Elle donnerait lieu à une demande de réunion privée. A cette heure, la majorité de la Chambre ne paraît pas devoir s'y rallier. Les plus chauds partisans du huis-clos y sont hostiles.

Il s'agit de tous les débats doivent être publics afin de laisser l'opinion juge de la situation.

Pour être fixé sur le résultat de la demande, il faudrait connaître l'avis du Gouvernement. Peut-être n'est-il pas hostile à la procédure.

Les Nouvelles Taxes

La commission du budget travaillera à l'examen du projet de douzièmes pour le premier trimestre 1917. Elle est décidée à adopter un grand nombre de taxes nouvelles, soit directes, soit indirectes, et elle s'opposera à toute distinction. Elle pense avoir terminé son travail à la fin de ce mois, pour commencer la discussion dans la séance du 5 décembre.

France et Italie

Aujourd'hui a eu lieu, à la Sorbonne, une grande manifestation franco-italienne, organisée par la Société « Dante Alighieri ».

En l'absence de M. Briand, empêché au dernier moment, la cérémonie a été présidée par M. Denis Cochin.

M. Comandini, ministre italien, prit la parole. Dans un court aperçu historique, il retraça la bataille intellectuelle qui unit dans l'Italie la France et l'Italie.

Il évoqua le souvenir des guerres de la République qui, grâce aux victoires de nos armées, ont répandu dans toute l'Europe les principes républicains et ont déterminé les révolutions nationales de 1850.

M. Marcel Sembat parla ensuite. Il expliqua les raisons qui ont motivé l'entrée en guerre de l'Italie.

Il célébra le courage de la nation italienne qui a vraiment « cherché le combat » et l'idéal qui soutient le courage de ses soldats.

C'EST LA GUERRE! Travaux forcés ET RATIONNEMENT

En Allemagne

Zurich, 18 novembre. — On maéde de Berlin que le projet de loi sur le service militaire obligatoire des civils est achevé. Tous les non mobilisés de 17 à 60 ans seront appelés.

Berne, 18 novembre. — La presse allemande annonce que le comte Schwinz Loe-witz vient d'adresser au chancelier, une lettre en réponse à l'appel du maréchal Hindenburg. Dans cette lettre, le comte déclare que l'issue de la guerre ne dépend pas seulement de l'approvisionnement de l'armée en munitions, mais aussi d'un ravitaillement en vivres, qui soit suffisant à assurer les besoins de la population. Il demande en conséquence, que 500.000 tonnes d'engrais chimiques soient mises à la disposition de l'agriculture. — (Information.)

En Angleterre

Londres, 18 novembre. — Un ordre est Conseil a fixé hier soir les règles qui présideront au contrôle des vivres en Grande-Bretagne.

Cette réglementation est vaste, mais elle ne donne pas les détails que le public et le monde du commerce attendent avec anxiété.

Ainsi, on n'est pas encore fixé au sujet du pain complet, de la tige du lait et des pommes de terre, mais l'ordre en Conseil donne au ministre du Commerce le droit de réglementer l'usage de toute matière alimentaire, sa fabrication, sa vente et sa répartition, de contrôler les marchés, de réquisitionner les stocks et de taxer les vivres.

Des réglementations particulières renforçant ces pouvoirs seront édictées au fur et à mesure.

En France

Toulouse, 18 novembre. — Le préfet de la Haute-Garonne au commandant aux mailles du département l'arrêté sur l'éclairage leur a adressé également une lettre chaleureuse pour leur rappeler qu'à la levée en masse des Allemands, nous devons opposer des efforts. « Les sacrifices librement consentis, l'économie sur tout ce qui est possible, dit-il, sont des facteurs d'autant plus puissants qu'ils apportent à la défense nationale des disponibilités nouvelles et ingénieuses d'autant plus imprévues qu'elles ne sont pas recensées. »

On aura L'HEURE Honorat

Les nombreuses lettres que nous recevons prouvent que, dans le public, la cause de l'heure Honorat en hiver est gagnée.

Elle l'est aussi dans la presse. Les journaux, hélas les plus conservateurs, laissent pressentir une orientation dans le sens que nous préconisons.

M. Honorat, que nous avons été consulter, nous fit remarquer qu'il avait toujours été partisan de l'avance de l'heure, non seulement en été, mais — durant la guerre — encore en hiver.

La réforme de l'heure, dit-il, qui a pour principal objet de faire profiter davantage des heures de jour, n'a son efficacité absolue qu'en été, lorsque les heures de lumière solaire sont longues. Toutefois, en hiver, elle a son utilité par l'économie d'éclairage qu'elle permet de réaliser.

Il nous faut faire des économies d'éclairage afin de donner une plus grande production de force motrice aux usines nationales. L'heure Honorat nous procurera ce résultat.

Voici quelques précisions :

Il est évident que l'économie de la production électrique due à l'avance de l'heure, diminue progressivement dès le premier octobre, pour devenir bilingue à la fin de ce mois ; l'économie réalisée étant, en effet, compensée en partie par l'éclairage du matin, la durée du jour devant progressivement inférieure à la durée du travail des bureaux, magasins et ateliers.

Mais, même en admettant qu'il n'y ait nulle économie, il y a déjà — au point de vue « usiner » — une amélioration à retenir, c'est, qu'avec l'heure Honorat, l'éclairage intense au lieu de se produire presque uniquement de 16 à 19 heures, se produirait en partie le soir et en partie le matin.

D'où diminution considérable de la pointe du soir ! C'est-à-dire plus de pannes, mais une production régulière et soutenue.

Si nous admettons que la pointe du soir réelle commence à partir de 9.000 ampères, la hauteur de cette pointe correspond à un débit de 17.700 — 9.000, soit 8.700 ampères ; la diminution probable du débit étant de 2.800 à 3.000 ampères, la réduction effective de la pointe, sera donc de trente pour cent environ.

Le matériel que les usines de production sont obligées de réserver pour passer la pointe de 18.000 ampères, devient donc en partie disponible, et c'est environ 700 à 800 Kw de puissance instantanée qu'elles pourront réserver aux besoins de la Défense Nationale.

Nous empruntons ces chiffres au rapport de la Société Toulonnaise de Bazacle, qui a étudié très minutieusement cette importante question sur son réseau, et qui conclut à la continuation en hiver de l'heure Honorat.

Maintenant que la question est posée, il faut agir vite !

Il ne faut pas perdre des semaines, précieuses, sous prétexte d'études et d'examinations.

On n'a pas peur, surtout, peur du ridicule. C'est cette crainte qui lie et non le ridicule lui-même. Il y a eu « erreur » en abandonnant l'heure d'été, au commencement de cette saison-ci, il importe de ne pas persévérer dans l'erreur, mais plutôt de la reconnaître et de la réparer.

Georges BAZILE.

